Communiqué de presse de Sud Education 93,
membre de l'Union syndicale Solidaires

À Saint-Denis, le 18 septembre 2018

Lundi 17 septembre, le ministre Blanquer a annoncé la suppression de plus 1 800 postes dans l'Éducation Nationale pour l'année scolaire 2019-2020. Ces 1 800 emplois seront supprimés dans les collèges, les lycées et l'administration, les écoles maternelles et élémentaire seraient épargnées par ce coup de rabot.
Pour justifier cette mesure, le ministre a fait savoir que le *"volume d'enseignement sera évidemment maintenu à travers le recours aux heures supplémentaires"*.

Travailler plus, et moins bien, pour gagner plus...

Nous voici de retour en 2007, quand le gouvernement décida de sacrifier plusieurs générations d'élèves et d'enseignant·e·s sur l'autel des économies budgétaires, avec le succès que l'on sait. Les mêmes recettes pour un même échec : recours accru aux heures supplémentaires et embauches massives d' enseignant·e·s contractuel·le·s pour combler les vides laissés par l'absence de recrutement.
Un-e enseignant-e qui travaille plus n'est certainement pas un-e enseignant-e qui travaille mieux. Bien au contraire, c'est moins de temps pour le suivi des élèves, un enseignement personnalisé, plus de risque d'absence...

Faire mieux avec moins ?

L'annonce de cette mesure est insupportable, alors que le nombre d'élèves à accueillir dans le second degré ne cesse d'augmenter, que les salles de classe sont surchargées, que les conditions d'accueil des élèves ne cessent de se dégrader, que les établissements de secteur refusent l'inscription d'élèves faute de locaux et de personnel suffisant.
C'est encore une fois la logique budgétaire et managériale du "faire mieux avec moins" qui s'applique à l'Éducation nationale, au plus grand mépris des élèves, de leur famille et des personnels.

Une pression accrue sur les personnels administratifs

Alors que les personnels administratifs de l'Éducation Nationale sont déjà largement sous pression et peinent à suivre les nombreux dossiers qui leur sont soumis, la suppression de plus de 400 postes résonne comme une provocation. Depuis plus de dix ans, les personnels administratifs – premières victimes des politiques de non remplacement d'un·e fonctionnaire sur deux – sont en sous-effectif. Cela engendre une grande souffrance au travail, et a des conséquences catastrophiques pour l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, des élèves et des familles.

En Seine-Saint-Denis, où les écoles, les collèges et les lycées souffrent déjà du manque de personnels, les suppressions de postes risquent de vider encore le département de ses enseignant·e·s, d'éclater les équipes pédagogiques et accroître le recours aux contrats précaires.

Ce que nous exigeons : un plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis !

Pour SUD Éducation 93, l'annonce du ministre est extrêmement inquiétante. Au contraire, l'attractivité du métier d'enseignant·e doit aujourd'hui être la priorité du gouvernement, par une revalorisation salariale conséquente, une diminution du temps de travail face aux élèves, et une véritable formation.

C'est pourquoi nous demandons :
- que tous les établissements de Seine-Saint-Denis soient classés en REP +, lycées compris.
- une baisse massive du nombre d'élèves par classe : 16 élèves par classe sur tous les niveaux
- une amélioration de nos conditions de travail : réduction du temps de service pour tous les personnels, augmentation du temps de concertation...
- la titularisation de tous les personnels précaires de l'Éducation Nationale
- un recrutement de personnels en conséquence : 1 CPE pour 4 classes et 1 AED pour 50 élèves dans le secondaire / 1 RASED par groupe scolaire et 1 enseignant·e supplémentaire pour 5 classes dans le primaire / le recrutement massif de personnels ATTEE, administratifs et médico-sociaux...

Bourse du Travail de Saint-Denis **9/11 rue Génin,** **93200 Saint-Denis**	**01.55.84.41.26** **06.88.66.47.23**	**contact@sudeducation93.org** **http://www.sudeducation93.org/**